



**Alyson D'Oyley**  
 Company secretary  
 African Rainbow Minerals Limited  
 Johannesburg, South Africa

"It was very rewarding to build a business in a new environment," says D'Oyley of the trailblazing two-year secondment initiative. "We [Fasken Martineau] were the first Canadian law firm on the African continent, so it was a really exciting opportunity."

D'Oyley worked closely with several of the firm's major clients, including TEAL Exploration & Mining Incorporated. When D'Oyley's secondment expired, TEAL offered her, and accepted, an in-house position as general counsel and corporate secretary. TEAL was spun out of the non-South African assets of African Rainbow Minerals Limited, a diversified niche player with a market cap of US\$5.6 billion.

TEAL has assets throughout sub-Saharan Africa, including Zambia, Mozambique and Namibia, but broke new ground internationally. "TEAL listed on the TSX in November 2005, and with TEAL's listing on the JSE [Johannesburg Stock Exchange] in April 2006, it became one of the first TSX/JSE dual-listed companies," D'Oyley says.

## La mondialisation du Canada

Les conseillers juridiques d'entreprise canadiens élargissent leurs horizons comme jamais auparavant et occupent des postes de haut niveau en tant qu'avocats-conseils généraux dans le monde entier.

**V**oici ce qui a motivé trois Canadiens à s'expatrier et leurs conseils à l'intention des conseillers juridiques. Paul Bourassa, Vince Lalonde et Alyson D'Oyley se sont respectivement lancés hors des sentiers battus à Genève, Taipei et Johannesburg.

**Paul Bourassa, vice-président, responsable juridique, affaires réglementaires et conformité, JT International, S.A., Genève, Suisse**

Paul Bourassa, 49 ans, travaille actuellement à Genève pour JT International.

C'est en 1993 que M<sup>e</sup> Bourassa a entamé sa carrière outre-mer en déménageant avec sa famille à Winston-Salem en Caroline du Nord pour occuper le poste d'assistant de l'avocat-conseil général de RJ Reynolds International. Lorsque la compagnie a étendu ses opérations à Genève, M<sup>e</sup> Bourassa y

a déménagé pour diriger le service juridique de l'entreprise dont les produits sont vendus dans plus de 150 pays. Il supervise 200 professionnels.

M<sup>e</sup> Bourassa a été directement impliqué dans des transactions internationales de grande envergure faisant intervenir des conseillers juridiques d'entreprise. Il s'est également occupé des litiges, ce qui l'a amené à collaborer avec d'autres conseillers juridiques à travers le monde et à négocier avec des hauts fonctionnaires dans différents pays. Une expérience enrichissante sur les plans professionnel et personnel.

Il conseille aux Canadiens qui veulent s'expatrier d'apprendre au moins le français et l'anglais, les personnes qu'il a rencontrées parlant couramment quatre, cinq langues, voire davantage. Apprendre une nouvelle langue ouvre des portes et permet de mieux s'intégrer à l'étranger. La bonne réputation

des Canadiens perçus comme des personnes ouvertes d'esprit, dotées d'une bonne écoute, efficaces, fiables et assidues au travail, constitue également un avantage.

**Vince Lalonde, avocat-conseiller général, Westlead Capital Inc., Taipei, Taiwan**

Vince Lalonde aide les immigrants en quête d'investissement et d'affaires de Taiwan et de la Chine qui désirent s'installer au Canada, aux É.-U. et à Singapour.

À 37 ans, M<sup>e</sup> Lalonde, natif de North Bay, en Ontario, est membre du Barreau de la Colombie britannique, parle le mandarin et a une compréhension approfondie des cultures chinoise et taïwanaise, du droit de l'immigration et de l'expérience de l'expatriation.

Il travaille directement avec des clients à Taiwan, assiste les agents d'immigration en

Then, in late 2008, Brazilian mining giant Vale started a process to acquire a 50 per cent interest in TEAL. The transaction was completed in March 2009 and the company was taken private. And so, “TEAL was probably the first TSX/JSE dual-listed company to delist. I’ve had the opportunity to participate in some really interesting law,” says D’Oyley.

As company secretary and adviser to the board of directors, D’Oyley focuses on corporate governance and the framework to help develop the company’s vision and strategy. Actual proximity to the company’s assets — only a few hours away by plane — is a real bonus in understanding the company’s business: “Through the interaction with various stakeholders, including governments, communities; and business people, I’m able to form strong business relationships.”

D’Oyley loves working and living in Johannesburg, a city very much like Toronto, being a financial capital that is also its country’s economic, political and business centre. South Africa accounts for a huge percentage of the GDP of Africa, says D’Oyley. While companies might be doing business in other parts of Africa, often their financing is arranged in Johannesburg. And foreign investors often

choose South Africa as their continental gateway.

South Africa itself presents a dynamic and quickly evolving legal environment. A new Companies Act is on the brink of implementation, which will “result in a sea change for South African businesses,” D’Oyley explains. Substantive amendments to the Competition Act introduced new criminal liability provisions, while corporate governance updates highlighted the importance of sustainability and integrated reporting.

D’Oyley advises Canadian lawyers with overseas interest to “seize the opportunity to work abroad. Expertise navigating the complexities of a federal system provides a strong foundation for adapting to a foreign legal environment and contributing to creative solutions.”

As to advice for Canadian corporate counsel looking for positions abroad, D’Oyley says:

“Insights obtained on the ground will expand one’s imagination and, ultimately, counsel’s approach to legal solutions. Inevitably, working abroad will be an enriching experience. ■

*Bev Cline is a business and history writer based in Toronto.*

Chine, réviser les formulaires de demande d’immigration, correspond avec les autorités gouvernementales du Canada, de Singapour et des É.-U. et supervise le traitement des documents et le personnel.

Il a également participé à la mise en place de plusieurs fonds d’investissement pour immigrants pour les É.-U. et Singapour.

En 1994, M<sup>c</sup> Lalonde s’est rendu à Taiwan pour y enseigner l’anglais. Il y a rencontré sa future épouse, Rita Su. Après un séjour au Canada, le couple s’est installé à Guangzhou, une ville chinoise proche de Hong Kong après que M<sup>c</sup> Lalonde eut accepté un poste d’avocat en immigration dans un cabinet juridique.

Quelques années plus tard, la famille Lalonde est retournée à Taiwan. M<sup>c</sup> Lalonde a travaillé comme conseiller juridique d’entreprise pour PriceWaterhouseCoopers. En 2007, il a démissionné de son poste actuel de premier avocat d’entreprise chez Westlead.

Les occasions abondent pour les avocats d’entreprise qui souhaitent travailler à Taiwan ou en Chine, malgré un marché relativement petit. De plus, les avocats formés

à l’étranger sont rares en Chine et les gens d’affaires sont curieux de savoir quels services ils pourraient recevoir.

M<sup>c</sup> Lalonde conseille également d’améliorer ses chances en réussissant l’examen du Barreau américain, qui confère une image plus internationale.

**Alyson D’Oyley, secrétaire d’entreprise, African Rainbow Minerals Limited, Johannesburg, Afrique du Sud**

En 2004, Alyson D’Oyley était avocate principale chez Fasken Martineau Dumoulin LLP à Toronto lorsqu’on lui proposa de déménager à Johannesburg lors de l’ouverture d’un cabinet.

Fasken Martineau est le premier cabinet canadien à s’être établi en Afrique. M<sup>c</sup> D’Oyley a travaillé étroitement avec plusieurs clients majeurs du cabinet, dont TEAL Exploration & Mining Incorporated, qui lui a offert un poste d’avocate-conseil générale et secrétaire corporative. TEAL est affiliée à la compagnie African Rainbow Minerals Limited.

M<sup>c</sup> D’Oyley s’occupe de la gouvernance d’entreprise et du développement de la vision et de la stratégie de la compagnie. Elle a bâti des relations d’affaires solides avec des acteurs clés du gouvernement, des communautés et des gens d’affaires.

Selon elle, l’Afrique du Sud offre un environnement juridique dynamique en évolution continue. Une nouvelle loi sur les sociétés, en voie d’implantation, provoquera des changements en affaires. Les modifications concerneront les dispositions de responsabilité pénale, tandis que les mises à jour de la gouvernance d’entreprise auront trait à la durabilité et à la reddition de comptes intégrée.

Elle conseille aux avocats canadiens de saisir l’occasion de travailler à l’étranger. L’expertise acquise en explorant la complexité du système fédéral apporte une base solide pour s’adapter à l’environnement juridique étranger et trouver des solutions créatives. Une expérience fort enrichissante selon elle. ■

*— Yasmina El Jamaï*